



ENTRETIEN ANDRIS PIEBALGS, commissaire européen au développement

« Investir en Afrique, c'est préparer le futur de l'Europe »

► Les ministres du développement de l'Union européenne se réunissent aujourd'hui à Bruxelles.

► Les Vingt-Sept négocient le montant de l'aide européenne au développement de 2014 à 2020.

À l'heure des négociations sur le prochain budget européen de l'aide au développement, ne craignez-vous pas que la crise en réduise l'ambition ?

Andris Piebalgs : La Commission a fait la proposition d'une hausse de l'aide de l'ordre de 17 %. Il s'agit d'une progression mesurée qui s'inscrit dans le cadre de l'engagement européen de consacrer 0,7 % de son produit intérieur brut à l'aide au développement d'ici à 2015 (1). Alors que les diminutions des budgets publics sont à l'ordre du jour dans de nombreux pays, les discussions budgétaires des semaines à venir s'annoncent difficiles. Je constate que certains États soutiennent la politique agricole commune, d'autres les fonds régionaux pour les nations les plus pauvres de l'Union, mais personne ne défend l'aide au développement. Cela ne semble pas être une préoccupation des pays membres. Nous devons donc pousser chacun à tenir ses promesses. Car, même au regard du contexte actuel, l'objectif de 0,7 % en 2015 reste réalisable. La France subit la crise économique comme le Royaume-Uni et doit faire face à un endettement comparable. Pour autant, le gouvernement britannique a annoncé être en mesure de respecter l'objectif de 0,7 %. Pourquoi la France ne pourrait-elle pas faire le même effort ?

Pourquoi passer par l'échelon européen plutôt que national pour soutenir le développement ?

A. P. : L'aide européenne est la meilleure garantie pour que l'Europe continue de s'investir auprès des nations les plus pauvres. C'est aussi une aide prévisible, programmée sur plusieurs années, ce qui renforce l'efficacité de notre action. C'est enfin une aide qui peut porter sur des projets de grande ampleur, grâce aux sommes qu'elle mobilise auprès des États membres.

Pourquoi continuer d'aider les pauvres en dehors de l'Europe quand tant de personnes sont touchées par la pauvreté sur notre continent ?

A. P. : C'est un argument qu'on entend de plus en plus, notamment à l'intérieur des nouveaux États membres. Pour autant, la pauvreté au sein de l'Union européenne n'est pas comparable à celle de l'Afrique, où sévissent des famines et des catastrophes naturelles, qui mettent directement en péril la vie des populations. De plus, investir en Afrique c'est renforcer la sécurité de l'Europe. On le sait : l'extrême pauvreté favorise l'instabilité, la violence, le terrorisme. La croissance démographique en Afrique est considérable. Si les nouvelles générations ne trouvent pas de travail, beaucoup tenteront leur chance à l'étranger et notamment en Europe. Enfin, investir en Afrique, c'est préparer le futur de l'Europe. Le continent bouge, connaît une croissance importante, offre des débouchés économiques de plus en plus intéressants. Les Chinois ne s'y trompent pas.

« Le continent bouge, connaît une croissance importante, offre des débouchés économiques de plus en plus intéressants. »

Quels sont les pays prioritaires sur lesquels vous ferez porter votre effort dans les années à venir ?

A. P. : Nous sommes tenus par les accords de Cotonou à aider une liste de 74 pays dans le monde, dont certains sont à revenu intermédiaire comme le Ghana ou l'Afrique du Sud. Ceci étant, nous voulons concentrer notre effort sur les États les moins développés, en particulier ceux du Sahel ou de la Corne de l'Afrique, ainsi que sur les États fragiles comme le Pakistan ou l'Afghanistan. La Commission s'est engagée à diminuer de 7 millions le nombre



JOHN THYS/AFAP

d'enfants malnutris dans le monde d'ici à 2025. Nous souhaitons articuler notre action autour de deux volets : renforcer l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition ; et développer les énergies renouvelables dans les pays les plus pauvres.

RECUEILLI PAR OLIVIER TALLÈS

(1) Dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement, adoptés par les Nations unies en 2000, les pays développés se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide internationale d'ici à 2015. La Commission européenne a présenté un budget de 34 milliards d'euros pour 2014-2020.